

Compte rendu Réseau des Villes Euromed - Webinaire du 12.07.2021

Pour une relance verte et résiliente des villes méditerranéennes

Propos introductifs d'Agnès RAMPAL.

■ Intervention de Fathallah SIJILMASSI, Président fondateur de P2A, Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée jusqu'en 2018, ancien ambassadeur du Maroc pour l'UE et la France.

Il n'est jamais trop tard pour être des militants de l'Euro-Méditerranée.

Partage des résultats de l'étude du Positive Agenda, réalisée en collaboration avec la Fondation européenne pour le climat sur la problématique de la résilience post covid. Certaines problématiques étaient déjà identifiées et faisaient l'objet de mesures préventives ou correctives avant la pandémie au sein de l'espace méditerranéen telle que, la vitesse de croissance du dérèglement climatique, déjà plus élevée que dans le reste du monde. Le taux d'urbanisation, la croissance démographique et la croissance économique relativement élevés induisent une consommation d'énergie et d'eau conséquente. De plus, l'impact sanitaire de la pandémie est décuplé par son impact économique. Le tourisme est une part structurelle de l'économie méditerranéenne. Son arrêt net du fait de l'arrêt des mobilités internationales ainsi que les perturbations des échanges commerciaux, vecteurs de croissance et d'emplois, ont fortement impacté le chômage. Ce, d'autant que le chômage des jeunes dans la zone MENA est le plus élevé au monde.

La crise s'inscrit comme une rupture, de laquelle nous tirons des enseignements inédits. **Seule une vision holistique sera une solution aux stratégies de relance qu'il faut cumuler.**

Cette crise devient un triple accélérateur : de la transition verte, digitale, inclusive.

La résilience et la compétitivité renouvelées deviennent des sources d'une croissance verte, forte, durable, plus créatrice d'emplois et génératrices d'un développement équilibré. L'Union Européenne, de part sa nouvelle politique commerciale et de voisinage mais également grâce au Green Deal, signe de sa main une dynamique inédite en faveur d'un modèle de développement différent. L'étude illustre également que la relance est une opportunité à saisir pour le renforcement du partenariat euro-méditerranéen et plus largement eurafricain. **Mais cette relance économique dépend avant tout de la coopération sud/sud avant que celle nord/sud ne se développe.**

Concrètement, le Sommet UE – Afrique ou la COP27 en Egypte œuvrent en faveur d'une reconnaissance croissante de l'Afrique en tant qu'acteur futur de premier plan.

Le Maroc s'est démarqué, avant même la pandémie, par l'adoption progressive d'un nouveau modèle de développement ambitieux. Il essaie ainsi de s'ériger en tant que trait d'union entre l'Europe, l'Euro-Méditerranée et l'Afrique. La COP22 à Marrakech a été l'occasion d'illustrer le chemin des transitions vertes, digitales et inclusives d'un pays en développement à l'exemple des engagements pris sur les énergies renouvelables. Par ailleurs, l'inclusivité du schéma de croissance marocain a été démontré par la généralisation de la protection sociale d'ici 2025 à toute la population.

L'avenir de l'espace méditerranéen repose sur la construction des grands partenariats régionaux, afin de renforcer sur tous les plans la coopération (notamment Sud/Sud) ainsi que sur la régionalisation avancée renforçant la proximité et la connexion au terrain (exemple du Maroc). **Les territoires sont l'expression et la concrétisation des objectifs connectant les stratégies nationales, internationales et locales.** Ils mettent en valeur les dysfonctionnements urbains. Les vecteurs de la question urbaine sont représentés par les territoires !

Intervention d'Eddine CHARAF (Cobaty International) : Covid a mis en évidence le manque d'espace : de certains logements évidemment mais surtout des espaces de vie dans la ville. Un travail important en matière d'urbanisation est nécessaire.

Sébastien VIANO (modérateur, Directeur Europe, Euro-Méditerranée et financements extérieurs à la Métropole Nice Côte d'Azur / Secrétaire général du Réseau des Villes Euromed) : attire l'attention sur [la nouvelle plateforme urbaine de l'UpM](#) ainsi que son plan d'action. Sébastien VIANO insiste sur la question du logement en Méditerranée et de l'inégalité entre les villes méditerranéennes, sur l'environnement du télétravail, comment vivront les villes après la Covid et comment aménager les centres urbains ?

- Blanca MORENO-DODSON, Directrice du CMI, Docteure en économie.

Les villes ont un rôle prépondérant à jouer en matière de relance post covid. Nice est en ce sens un exemple de bonne gouvernance, dont d'autres territoires pourraient s'inspirer dans un échange mutuel de bonnes pratiques.

Les défis existants avant la pandémie, à l'exemple du taux d'urbanisation très élevé, de la forte pression sur les services publics, le logement, et l'énergie mettent en évidence de fortes disparités relatives au chômage, à la pauvreté et aux équilibres sociaux entre zones rurales et villes.

La Méditerranée est un espace particulièrement sensible au dérèglement climatique, dont les vulnérabilités sont croissantes. Les politiques agricoles et touristiques ne prennent pas en compte le stress hydrique alors qu'il s'agit d'une réalité grave majeure.

Les collectivités locales font souvent face à un manque de ressources, amplifié par la Covid qui a contraint à des changements d'affectation des dépenses pour faire face à l'urgence sanitaire.

La coopération entre les gouvernements centraux et les collectivités n'est pas encore aboutie, alors que la crise a démontré la capacité des collectivités à réagir à l'urgence.

Le projet MECCA, un exemple de la concertation des villes du sud de la Méditerranée sur l'action climatique.

Dans l'optique de la résilience, de nombreux **leviers doivent être mobilisés tels que la coopération entre villes et Etat, la digitalisation, un partenariat public-privé à l'échelle locale avec participation de la société civile, des entreprises, l'utilisation de mesures fiscales et des investissements stimulant la transition verte.**

La nécessité de plans de prévention des risques graves (pandémies, feu, inondations, etc.) s'est aussi accentuée. Ainsi que la nécessité d'inclusivité pour diminuer les écarts entre les villes et les zones rurales.

En ce sens, les plans d'action climats développés par des villes, sont exemplaires, en raison de l'adaptation à la situation de chaque ville, qu'il s'agisse de la Convention des maires pour le climat et l'énergie, du Plan d'action en faveur de l'énergie durable (PAED) ou du projet ClimaMed. A Oujda au Maroc, le PAED complète l'initiative « Jiha Tinou » de l'Agence Marocaine de l'Efficacité Energétique. Du côté du rôle des villes, il s'agit d'accompagner la transition et la lutte contre le dérèglement climatique, via un système de prévention des risques (pandémie, risques naturels) et de protection des populations vulnérables (migration forcée et de conflit par exemple). En outre, la coopération par le partage de solutions est une dimension essentielle.

Potentiel d'un marché méditerranéen pour l'énergie renouvelable : le sud peut fournir la Méditerranée du nord

F. SIJILMASSI : renforcer/concentrer les actions sur l'emploi des jeunes

B. MORENO DODSON : importance à donner à la formation professionnelle des jeunes. **Les ONG ou les institutions internationales peuvent faire le lien entre les autorités gouvernementales et les autorités locales pour aider à affecter les investissements (dans pays en développement)**

A. JAFFRE : relève l'intérêt des réseaux car l'identification des projets et programmes est peu coordonnée. Une entité pour diffuser l'information et les soutiens existants est nécessaire. L'AIMF (association internationale des maires de France) propose un dispositif qui labellise les projets mais aussi qui déclenche les financements afférents très rapidement.

Ne pas oublier le secteur privé qui aujourd'hui reconnaît un enjeu fort en matière de visibilité durable. Il conviendrait de flécher les investissements pour le secteur privé. Peut-être profiter de la présidence française de l'UE pour flécher ces financements ?

■ Nebojsa Sevaljevic, adjoint au maire de Kotor au Monténégro

Jelena STJEPČEVIĆ Cheffe du Service Coopération Internationale : Kotor était la 3^e destination touristique la plus visitée de l'Adriatique et de la Méditerranée avant la crise sanitaire. Sa croissance rapide provoquait des inquiétudes relatives au tourisme de masse et à ses impacts climatiques.

Au cœur de la pandémie, les habitants ont redécouvert les avantages d'un environnement calme et peu animé. **Dorénavant, il s'agit de reprendre l'activité économique par un tourisme durable et plus responsable, en établissant une stratégie de développement durable.** Kotor bénéficie de ressources inestimables mais épuisables : il faut donc une vision sur le temps long pour repousser les limites actuelles. Parmi les solutions envisagées figurent l'utilisation des nouvelles technologies afin de réduire les émissions de CO₂, la démocratisation d'un carburant plus écologique et de systèmes de traitement des eaux usées destinés aux bateaux de croisière. En outre, la ville de Kotor ressent le besoin d'échanger, avec d'autres villes concernées, sur le développement et les infrastructures maritimes dans le secteur touristique dans une optique d'apprentissage mutuel des bonnes pratiques. Il s'agit donc avant tout de détenir une meilleure gestion et préservation de l'économie bleue et de redonner confiance aux touristes.

■ Georges YOUSSEF, maire de Menjez au Liban

La municipalité de Menjez qui existe depuis 2012, comprend 4 zones distinctes représentatives d'un territoire riche : un espace urbain, boisé, agricole ainsi que la zone du bassin hydrique.

Ce territoire, accueillant des populations vulnérables, a été fragilisé à de multiples reprises par la crise économique, syrienne, la désertification et la déforestation en autres. Le démarche de développement socio-économique de Menjez est ainsi fondée sur les objectifs du développement durable et la protection du patrimoine naturel comme culturel. La participation à des partenariats nationaux et internationaux est essentielle, tout comme l'effort de répondre à presque tous les appels à projets destinés aux municipalités. C'est notamment dans le cadre de la réalisation de projets de préservation des espaces forestiers qu'une action d'envergure de reforestation a été effectuée. La première action de résilience fut la participation à la Convention des maires pour l'énergie durable et le climat en 2016, en tant que première ville libanaise. Dorénavant, Menjez compte une trentaine d'actions à court, moyen et long terme, dont certaines sont financées par l'UE.

A l'heure actuelle, MENJEZ est ouverte à de nouvelles coopérations dans des domaines variés (cf. présentation).

[Pour plus d'informations, nous vous incitions à visionner le replay, disponible ici.](#)

Les présentations des intervenants, complémentaires à ce bref compte rendu, [sont disponibles ici.](#)